

Guerres à distance et populations jetables

Le 30 Janvier 2024 par Nick TURSE <https://tomdispatch.com/remote-warfare-and-expendable-people/>

Nick Turse est directeur de la rédaction de TomDispatch et membre de Type Media Center. Tout récemment, il est l'auteur de *Next Time They'll Come to Count the Dead : War and Survival in South Sudan* (La prochaine fois ils viendront compter les morts : guerre et survie au Sud-Soudan) et du best-seller *Kill Anything That Moves* (Tuer tout ce qui bouge).



Des hommes portent le cercueil d'une des 30 victimes après une frappe de drone, dans le district de Khogyani de la province de Nangarhar, en Afghanistan, les hommes se reposaient dans un champ à la fin de leur journée de travail dans les champs le 19 septembre 2019 (REUTERS/Parwiz)

Faire la guerre pour toujours, c'est ne jamais avoir à demander pardon. En temps de guerre, les gens meurent pour des raisons absurdes ou souvent sans aucune raison. Ils meurent d'un accident de naissance, de la malchance d'être nés au mauvais endroit - Cambodge ou Gaza, Afghanistan ou Ukraine - au mauvais moment.

Ils meurent par hasard, parce qu'ils ont choisi de se réfugier à l'abri, alors qu'ils auraient dû le faire à l'extérieur ou parce qu'ils se sont aventurés dans une tornade infernale de destruction alors qu'ils auraient dû rester sur place. Ils meurent de la manière la plus atroce qui soit : abattus dans la rue, anéantis par l'artillerie, éventrés lors de frappes aériennes.

Leurs corps sont déchiquetés, brûlés ou pulvérisés par des armes conçues pour les détruire. Leur mort est mise sur le compte de la malchance, de l'erreur ou de contraintes militaires. Depuis septembre 2001, les États-Unis mènent leur «guerre contre le terrorisme», ce que l'on appelle aujourd'hui «guerres perpétuelles».

Ils sont intervenus en Somalie presque tout au long de cette période. Des forces d'opérations spéciales américaines y ont été envoyées pour la première fois en 2002, suivies au fil des ans par davantage d'«assistance à la sécurité», de troupes, de sous-traitants, d'hélicoptères et de drones.

Les frappes aériennes américaines en Somalie, qui ont commencé du temps du président George W. Bush en 2007, se sont poursuivies avec les présidents Barack Obama, Donald Trump et Joe Biden dans le cadre d'un conflit qui s'éternise et s'enflamme depuis plus de vingt ans.

Au cours de cette période, les États-Unis ont lancé 282 attaques, dont 31 frappes déclarées sous la présidence de Joe Biden. Les États-Unis reconnaissent avoir tué cinq civils au cours de leurs attaques. Le groupe de surveillance des frappes aériennes Airwars, basé au Royaume-Uni, estime que ce chiffre pourrait être multiplié par 3100.

Le 1er avril 2018, Luul Dahir Mohamed, une jeune femme de 22 ans, et sa fille Mariam Shilow Muse, âgée de 4 ans, se sont ajoutées à ce bilan de tués parmi les civils lorsqu'elles ont été frappées par un drone américain à El Buur, en Somalie. Luul et Mariam étaient des civiles.

Elles sont mortes à cause d'une spirale de malchance: une convergence de malchance et de piètres décisions, dont elles ne sont pas responsables et qui échappaient à leur contrôle. Elles sont mortes, en partie, parce que les États-Unis combattent le groupe terroriste somalien Al-Shabaab, bien que le Congrès n'ait jamais déclaré une telle guerre et que l'autorisation de 2001 pour l'utilisation de la force militaire sur laquelle repose la justification du conflit soit antérieure à l'existence du groupe.

Elles sont mortes parce que la Somalie dispose d'options limitées en matière de transports publics dans les zones rurales et qu'elles ont été prises en charge par les gens qu'il ne fallait pas. Elles sont mortes parce que les États-Unis prétendent que leur guerre par drones permet des frappes de précision avec peu de dommages collatéraux, alors que des preuves de sources indépendantes démontrent clairement le contraire.



Drone US (Counter Punch/Lt Col Leslie Pratt)

Dans ce cas précis, les membres de la cellule américaine qui a mené l'attaque se sont trompés sur presque tous les points. Ils se sont chamaillés concernant des informations aussi élémentaires que le nombre de personnes présentes dans la camionnette qu'ils ont attaquée.

Ils ont pris une femme pour un homme et n'ont absolument pas vu la petite fille. Ils ne savaient pas ce qu'ils cherchaient, mais ils ont néanmoins lancé un missile Hellfire qui a touché la camionnette alors qu'elle roulait sur un chemin de terre. Même après tout cela, Luul et Mariam auraient pu survivre.

Après la frappe, les Américains, qui regardaient en direct les images du drone survolant la scène, ont vu une personne s'échapper du véhicule et commencer à courir pour sauver sa vie. À ce moment-là, ils auraient pu faire une pause et réévaluer la situation. Ils auraient pu jeter un dernier coup d'œil et, ce faisant, laisser vivre une mère et son enfant. Au lieu de cela, ils ont lancé un deuxième missile.

Ce que le frère de Luul, Qasim Dahir Mohamed - la première personne sur les lieux - a trouvé est terrible. Luul n'avait plus de jambe gauche et le sommet de sa tête avait disparu. Elle est morte en serrant dans ses bras Mariam, dont le petit corps ressemblait, selon lui, à «une passoire».

En 2019, l'armée américaine a admis avoir tué deux civiles, une femme et son enfant lors de cette attaque de drone du 1er avril 2018. Mais quand, dans le cadre d'un reportage (<https://theintercept.com/2023/11/12/somalia-drone-strike-civilian-deaths/>) pour *The Intercept*, j'ai rencontré les proches de Luul l'année dernière à Mogadiscio, capitale de la Somalie, ils attendaient toujours que le Pentagone les contacte pour leur présenter des excuses et proposer une indemnisation.

J'avais obtenu une copie de l'enquête interne de l'armée américaine que la famille n'avait jamais vue. Elle reconnaissait bien la mort d'une femme et d'un enfant, mais dans sa conclusion, précisait que leur identité ne serait peut-être jamais connue.

Des gens jetables

L'enquête du Pentagone a révélé (<https://theintercept.com/2023/12/18/somalia-drone-strike-civilians-letter/>) que les Américains qui menaient l'attaque étaient tout à la fois inexpérimentés et déroutés. Et pourtant, l'enquête menée par l'unité même qui a mené l'attaque a établi que les procédures opérationnelles standard et les règles d'engagement avaient été respectées.



Secret interdit aux étrangers (Photo illustration: Elise Swain/The Intercept; Photos: Omar Faruk; Getty Images)

Personne n'a été jugé pour négligence, encore moins tenu pour pénalement en tort, et personne ne sera tenu pour responsable de ces décès. Le message était clair: Luul et Mariam étaient des personnes jetables.

«Depuis plus de cinq ans que nous essayons d'obtenir justice, personne ne nous a jamais répondu», a écrit un autre frère de Luul, Abubakar Dahir Mohamed, dans une tribune (<https://continent.substack.com/p/an-american-drone-killed-my-sister>) publiée en décembre 2023 par le journal africain à succès *The Continent*.

Il a poursuivi: «Lorsque j'ai appris plus tard que les États-Unis avaient admis avoir tué des civiles lors de l'attaque, j'ai repris contact avec eux en leur disant que les victimes étaient des membres de ma famille. Je ne suis pas sûr qu'ils aient même lu ma requête».

«En juin 2020, [le commandement américain pour l'Afrique] a ajouté pour la première fois à son site web, une page pour faire état des victimes civiles. J'ai été très satisfait de voir cela. J'ai pensé qu'il y avait enfin moyen de déposer une plainte qui serait écoutée. J'ai envoyé une description de ce qui s'était passé et j'ai attendu. Personne ne m'a répondu. Deux ans plus tard, en désespoir de cause, j'ai à nouveau déposé une plainte. Personne ne m'a répondu».

«Je sais maintenant que l'armée américaine a admis non seulement avoir tué Luul et Mariam, mais l'avoir fait alors même qu'elles avaient survécu à la première frappe. Ils les ont tuées alors que Luul s'enfuyait de la voiture qu'ils avaient prise pour cible, courant pour sauver sa vie, portant Mariam dans ses bras. Les États-Unis l'ont précisé dans leur rapport, et des officiers ont témoigné devant des journalistes. Mais ils ne nous l'ont jamais dit. Personne ne nous a contactés».

À la fin du mois dernier, une coalition de 24 organisations de défense des droits humains a demandé au secrétaire à la

défense, Lloyd Austin, de faire amende honorable auprès de la famille de Luul et Mariam. Les 14 groupes somaliens et les 10 organisations non gouvernementales internationales qui se consacrent à la protection des civils ont exhorté Austin à prendre des mesures pour fournir à la famille une explication, des excuses et une indemnisation.

«Les organisations somaliennes et internationales de défense des droits humains et de protection des civils soussignées vous écrivent pour vous demander de prendre des mesures immédiates pour répondre aux demandes des familles dont les proches ont été tués ou blessés lors de frappes aériennes américaines en Somalie, peut-on lire dans la lettre».

«De nouveaux rapports montrent bien comment, dans de nombreux cas de dommages civils en Somalie confirmés par le gouvernement américain, les victimes, les survivants et leurs familles attendent toujours des réponses, une reconnaissance et des réparations en dépit de leurs efforts persistants pour contacter les autorités et ce, depuis plusieurs années».

Plusieurs jours plus tard, le Pentagone a dévoilé sa très attendue «Instruction on Civilian Harm Mitigation and Response» (<https://www.defense.gov/News/Releases/Release/Article/3624661/dod-announces-release-of-department-of-defense-instruction-and-website-on-civil/>), qui définit «les politiques, responsabilités et procédures en vigueur du ministère en matière de mitigation et de réponse aux dommages subis par les civils et présente d'autres mesures pour protéger les civils et répondre de manière appropriée lorsque les civils endurent des préjudices».



Deeqo Dahir Mohamed et Qaali Dahir Mohamed posent pour une photo à Mogadiscio, en Somalie, le 10 mai 2023. Leur sœur Luul Dahir Mohamed et leur nièce Mariam Shilow Muse ont été tuées lors d'une frappe de drone américaine le 1er avril 2018 en Somalie (Photo: Omar Faruk pour The Intercept)

Dans le cadre du DoD-I [Department of Defense Instruction, NdT] ou « dody », comme on l'appelle au Pentagone, l'armée est tenue de prendre des mesures, dont les suivantes :

- (1) Reconnaître les préjudices subis par les civils et le rôle de l'armée américaine dans la survenue ou l'aggravation de ces préjudices.
- (2) Présenter des condoléances aux civils affectés par les opérations militaires.
- (3) Contribuer à remédier aux préjudices subis par les civils.

En vertu du DoD-I, l'armée a pour instruction de : « Reconnaître les dommages causés aux civils par les opérations militaires américaines et répondre aux personnes et aux communautés touchées par ces opérations. [...] Il s'agit notamment d'exprimer des condoléances et d'aider à réparer les préjudices directs subis. [...] ».Le mandat semble clair. La mise en œuvre est une toute autre histoire.

Un téléphone, de l'action

Depuis que la lettre des organisations humanitaires a été envoyée à Austin, le ministre de la défense est à la fois partout

et nulle part, il est introuvable. En décembre, il s'est rendu à la base aérienne d'Al Udeid, au Qatar, pour remercier (<https://twitter.com/SecDef/status/1737207525622128998>) les militaires américains de leur «altruisme et de leur dévouement».

Il a rencontré le roi et le prince héritier de Bahreïn pour échanger autour de leur « partenariat de défense à long terme » avec les États-Unis. Le 20 décembre, il a rendu visite au groupe de combat du porte-avions *USS Gerald R. Ford* en Méditerranée pour remercier les marins de leur «patriotisme et de leur professionnalisme».

Quelques jours plus tard, Austin a subi une intervention chirurgicale sans en informer son adjointe Kathleen Hicks, et encore moins son patron, le président Biden. Le 1er janvier, Austin retournait en urgence à l'hôpital, en proie à des «douleurs intenses», mais cette information a également été cachée à la Maison Blanche jusqu'au 4 janvier, et pendant un jour de plus au Congrès et au public américain.

Austin aurait, semble-t-il travaillé depuis sa chambre d'hôpital, surveillant les attaques aériennes américaines et britanniques contre des rebelles houthis au Yémen - plus de 150 tirs ont été effectués depuis la mer et les airs (<https://www.defense.gov/News/News-Stories/Article/Article/3644831/strikes-against-houthis-likely-effective-in-degrading-rebel-groups-capabilities/>) pour la seule journée du 11 janvier - et menant des réunions par téléphone avec des responsables militaires et le Conseil national de sécurité.

Il est sorti de l'hôpital quatre jours plus tard et a commencé à travailler depuis son domicile. «Le secrétaire à la défense, Lloyd J. Austin III, s'est entretenu par téléphone aujourd'hui avec le ministre ukrainien de la défense, Rustem Umerov, pour faire le point sur la situation sur le terrain», a annoncé le 16 janvier le porte-parole du Pentagone, le général de division Pat Ryder.

Deux jours plus tard, il s'est entretenu avec le ministre israélien de la défense, Yoav Gallant. Et le 19 de ce mois, il a discuté avec le ministre suédois de la défense, Pål Jonson. Austin a eu tout le temps voulu pour des appels téléphoniques, des voyages et des opérations chirurgicales non urgentes.

Il a fait le tour du monde et se trouve maintenant à la maison. Mais, ce qu'il n'a pas fait, depuis que la lettre de ces 24 groupes humanitaires a été envoyée au Pentagone il y a plus d'un mois, c'est un effort quelconque pour contacter la famille de Luul et Mariam.

« Depuis la frappe, notre famille est brisée. Cela fait plus de cinq ans que c'est arrivé, mais nous n'arrivons pas à tourner la page », a écrit Abubakar en décembre. Cette histoire n'est pas inhabituelle. Au Yémen, où les États-Unis ont récemment intensifié leurs frappes aériennes, les victimes des attaques américaines passées attendent - tout comme la famille de Luul et Mariam - une reconnaissance et des excuses.



US Drones (Photo par Mohammed Hamoud/Getty Images)

Entre 2013 et 2020, par exemple, les États-Unis ont mené sept attaques distinctes au Yémen: six frappes de drones (<https://www.vice.com/en/article/3anj33/a-yemeni-family-was-repeatedly-attacked-by-us-drones-now-theyre-seeking-justice>) et un raid qui ont tué 36 membres de deux familles issues de mariages croisés, les Al Ameri et les Al Taisy.

Un quart d'entre eux étaient des enfants âgés de trois mois à 14 ans. Les survivants attendent depuis des années une explication quant aux raisons de ces meurtres, tout en vivant dans la crainte. En 2018, Adel Al Manthari, fonctionnaire du gouvernement yéménite, et quatre de ses cousins - tous civils - circulaient en camion quand un missile américain Hellfire a frappé leur véhicule.

Trois des hommes ont été tués sur le coup. Un autre est décédé quelques jours plus tard dans un hôpital local. Al Manthari a été grièvement blessé. Les complications résultant de ses blessures ont failli lui coûter la vie en 2022. Il a supplié le gouvernement américain de puiser dans les millions de dollars que le Congrès alloue chaque année pour indemniser les victimes d'attaques américaines.

Les autorités ont ignoré ses demandes. Ses membres et sa vie ont finalement été sauvés grâce à la générosité d'inconnus dans le cadre d'une campagne GoFundMe financée par la population. Les États-Unis ont une longue tradition d'assassinats de civils lors de frappes aériennes, d'absence d'enquête sur ces décès et de mépris quant aux demandes d'excuses et de compensations.

C'est une tradition vieille d'un siècle qu'Austin continue de respecter, trouvant le temps de décréter de nouvelles frappes, mais pas pour présenter des excuses pour les attaques erratiques passées. Pendant tout ce temps, la famille de Luul et Mariam n'a eu d'autre choix qu'attendre, en espérant que le secrétaire américain à la défense finira par répondre à la lettre ouverte et présentera enfin - avec près de six ans de retard - des excuses.

«Ma sœur a été tuée et elle ne reviendra plus jamais, mais n'a-t-elle pas le droit d'obtenir justice et que sa famille soit au moins indemnisée pour la perte de sa vie?» écrit Abubakar dans sa tribune. Lui et ses proches doivent sans cesse faire face à cette perte alors que le Pentagone publie des communiqués de presse empreints d'une rhétorique de haut vol et (jusqu'ici) vaine quant à «l'amélioration de l'approche du département pour atténuer et répondre aux dommages causés aux civils», tout en promettant de faire amende honorable dans le cadre du DoD-I.

Ce n'est pas la seule promesse faite dans le cadre de la guerre contre le terrorisme et qui est reniée. Le président Joe Biden est entré à la Maison Blanche en promettant de mettre fin aux «guerres perpétuelles». «Je me tiens ici aujourd'hui devant vous alors que pour la première fois en 20 ans, les États-Unis ne sont pas en guerre, a annoncé Joe Biden en 2021. Nous avons tourné la page». C'était bien loin d'être vrai.

Tout au contraire, les guerres éternelles se poursuivent du Moyen-Orient au Sahel africain. Et même si l'on affirme le contraire, le conflit américain en Somalie se poursuit, lui aussi, sans la moindre excuse de la part de Biden pour la promesse de campagne non tenue et du Pentagone pour la mort de Luul Dahir Mohamed et de Mariam Shilow Muse.

«Les États-Unis prétendent œuvrer à la promotion de la démocratie, de la justice sociale, de l'État de droit et de la protection des droits dans le monde entier, a écrit Abubakar. Alors que nous peinons à leur faire entendre notre souffrance, nous espérons que les États-Unis se souviendront de ce qu'ils prétendent défendre. »

Copyright 2024, Nick Turse

Suivez Tom Dispatch sur Twitter et rejoignez-nous sur Facebook. Découvrez les nouveaux livres de Dispatch, le nouveau roman dystopique de John Feffer *Songlands* (Terres de chants) (le dernier de sa série *Splinterlands*), le roman de Beverly Gologorsky *Everybody Has a Story* (Tout le monde a une histoire), et de Tom Engelhardt *A Nation Unmade by War* (Une nation défaite par la guerre), ainsi que d'Alfred McCoy, *In the Shadows of the American Century: The Rise and Decline of U.S. Global Power* (Dans l'ombre du siècle américain : L'ascension et le déclin du pouvoir planétaire américain) ; de John Dower, *The Violent American Century: War and Terror Since World War II* (Le siècle violent américain : guerre et terreur depuis la seconde guerre mondiale), et d'Ann Jones, *They Were Soldiers: How the Wounded Return from America's Wars: The Untold Story*. (Ils étaient soldats : comment les blessés sont revenus des guerres américaines : l'histoire non racontée). [aucun de ces livres n'est traduit en français, NdT]